

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,  
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE DE LA FRONTIÈRE TERRESTRE  
ET MARITIME ENTRE LE CAMEROUN  
ET LE NIGÉRIA

(CAMEROUN c. NIGÉRIA)

ORDONNANCE DU 3 MARS 1999

**1999**

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,  
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING  
THE LAND AND MARITIME BOUNDARY  
BETWEEN CAMEROON AND NIGERIA

(CAMEROON v. NIGERIA)

ORDER OF 3 MARCH 1999

Mode officiel de citation :

*Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria,  
ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999, p. 24*

---

Official citation :

*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria,  
Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999, p. 24*

ISSN 0074-4441  
ISBN 92-1-070790-7

N° de vente: Sales number	<b>721</b>
------------------------------	------------

3 MARS 1999

ORDONNANCE

FRONTIÈRE TERRESTRE ET MARITIME  
ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGÉRIA  
(CAMEROUN c. NIGÉRIA)

---

LAND AND MARITIME BOUNDARY  
BETWEEN CAMEROON AND NIGERIA  
(CAMEROON v. NIGERIA)

3 MARCH 1999

ORDER

1999  
3 mars  
Rôle général  
n° 94

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1999

3 mars 1999

AFFAIRE DE LA FRONTIÈRE TERRESTRE  
ET MARITIME ENTRE LE CAMEROUN  
ET LE NIGÉRIA

(CAMEROUN c. NIGÉRIA)

ORDONNANCE

*Présents:* M. SCHWEBEL, *président*; M. WEERAMANTRY, *vice-président*; MM. ODA, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, M<sup>me</sup> HIGGINS, MM. PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, REZEK, *juges*; MM. MBAYE, AJIBOLA, *juges ad hoc*; M. VALENCIA-OSPINA, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu l'article 48 du Statut de la Cour et le paragraphe 3 de l'article 44 de son Règlement,

Vu l'arrêt en date du 11 juin 1998, par lequel la Cour, se prononçant sur les exceptions préliminaires présentées par le Gouvernement du Nigéria, a dit qu'elle a compétence, sur la base du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut, pour statuer sur le différend et que la requête déposée par le Cameroun le 29 mars 1994, telle qu'amendée par la requête additionnelle du 6 juin 1994, est recevable,

Vu l'ordonnance en date du 30 juin 1998, par laquelle la Cour a fixé au 31 mars 1999 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire du Nigéria;

## INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1999

3 March 1999

1999  
3 March  
General List  
No. 94CASE CONCERNING  
THE LAND AND MARITIME BOUNDARY  
BETWEEN CAMEROON AND NIGERIA

(CAMEROON v. NIGERIA)

## ORDER

*Present: President* SCHWABEL; *Vice-President* WEERAMANTRY; *Judges* ODA, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, HIGGINS, PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, REZEK; *Judges ad hoc* MBAYE, AJIBOLA; *Registrar* VALENCIA-OSPINA.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Article 48 of the Statute of the Court and to Article 44, paragraph 3, of the Rules of Court,

Having regard to the Judgment dated 11 June 1998, whereby the Court, ruling on the preliminary objections submitted by the Government of Nigeria, found that, on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute, it has jurisdiction to adjudicate upon the dispute and that the Application filed by Cameroon on 29 March 1994, as amended by the Additional Application of 6 June 1994, is admissible,

Having regard to the Order dated 30 June 1998, whereby the Court fixed 31 March 1999 as the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of Nigeria;

Considérant que, par lettre du 23 février 1999, l'agent du Nigéria, se référant à la demande en interprétation de l'arrêt de la Cour du 11 juin 1998 présentée par son gouvernement le 28 octobre 1998, a indiqué que

«[l]e Nigéria ne sera[it] pas en mesure d'achever son contre-mémoire tant qu'il n'aura[it] pas été avisé du sort de sa demande en interprétation, étant donné qu'il ne connai[ssait] pas, à l'heure actuelle, l'ensemble des points sur lesquels il [devait] répondre en matière de responsabilité internationale»;

et qu'il en a conclu ce qui suit :

«Dans ces circonstances, le Nigéria n'a d'autre choix que de demander au Cameroun de consentir à ce que lui soit accordée, pour le dépôt de son contre-mémoire, une prorogation de délai suffisante pour lui permettre d'achever la préparation dudit contre-mémoire une fois que l'arrêt sur la demande en interprétation aura été rendu.

Jusqu'à ce que les termes de cet arrêt soient connus, il est difficile pour le Nigéria de prévoir la longueur de la prorogation qu'il demandera pour achever son contre-mémoire. Dans un premier temps, le Nigéria sollicite en conséquence une prorogation de deux mois, à compter du 31 mars 1999, du délai pour le dépôt de son contre-mémoire, mais réserve sa position quant à la présentation d'une nouvelle demande de prorogation, en fonction de la date à laquelle l'arrêt de la Cour sur la demande en interprétation sera rendu et de la teneur de cet arrêt»;

et considérant que, dès réception de cette lettre, le greffier adjoint, conformément au paragraphe 3 de l'article 44 du Règlement, en a fait tenir copie à l'agent du Cameroun;

Considérant que, par lettre du 24 février 1999, l'agent du Cameroun a exposé ce qui suit :

« En formant [sa demande en interprétation de l'arrêt de la Cour du 11 juin 1998], le Nigéria a introduit une nouvelle affaire qui de ce fait ne saurait avoir une incidence procédurale sur l'examen de la requête formée il y a maintenant près de cinq ans par le Cameroun»;

qu'il a ajouté que la Cour,

«en faisant droit à la demande du Nigéria, ... créerait un précédent qui inciterait, à l'avenir, les parties qui souhaiteraient éviter ou ralentir le règlement d'une affaire par la Haute Juridiction, à multiplier les demandes en interprétation ou en révision d'arrêts se prononçant sur des exceptions préliminaires»;

qu'il a rappelé que le Cameroun «a[vait] eu l'occasion d'indiquer plusieurs fois dans le passé que le différend qui l'oppos[ait] au Nigéria appelle[ait] un règlement rapide» ; et qu'au terme de sa lettre il a fait savoir que son gouvernement «[était] résolument opposé à ce qu'il soit fait droit à la demande du Nigéria» ;

Whereas, by a letter dated 23 February 1999, the Agent of Nigeria, referring to the request for interpretation of the Judgment of the Court of 11 June 1998 submitted by his Government on 28 October 1998, stated that:

“Nigeria [would] not be in a position to complete its Counter-Memorial until it [knew] the outcome of its request for interpretation as it [did] not at present know the scope of the case it [had] to answer on State Responsibility”;

and whereas he accordingly concluded that:

“In these circumstances Nigeria has no choice but to ask Cameroon to consent to an extension of time for delivery of its Counter-Memorial sufficient to enable Nigeria to complete the preparation of its Counter-Memorial once judgment in the request for interpretation has been given.

Until the terms of the judgment are known Nigeria finds it difficult to predict the length of extension of time it will require in order to complete its Counter-Memorial. In the first instance therefore Nigeria requests an extension of two months from 31 March 1999 for delivery of its Counter-Memorial but reserves its position regarding the making of a further request for an extension, depending on the timing and outcome of the Court’s judgment in the request for interpretation”;

and whereas, on receipt of this letter, the Deputy-Registrar, in accordance with Article 44, paragraph 3, of the Rules of Court, transmitted a copy thereof to the Agent of Cameroon;

Whereas, by a letter dated 24 February 1999, the Agent of Cameroon stated the following:

“In making [its request for interpretation of the Court’s Judgment of 11 June 1998], Nigeria introduced a new case, which accordingly cannot have any procedural consequences for the examination of the Application submitted by Cameroon now almost five years ago”;

whereas he added that the Court,

“if it were to accede to Nigeria’s request, . . . would create a precedent which in future would encourage parties, whenever they wished to avoid or delay the Court’s decision in a case, to make requests for interpretation or revision of judgments on preliminary objections”;

whereas he recalled that Cameroon “[had] had occasion to point out several times in the past that its dispute with Nigeria call[ed] for a rapid decision”; and whereas he concluded his letter by stating that his Government “[was] resolutely opposed to the granting of Nigeria’s request”;

Considérant qu'une demande en interprétation présentée conformément à l'article 60 du Statut de la Cour et à l'article 98 de son Règlement constitue une nouvelle affaire; qu'une telle demande ne saurait en elle-même suffire à justifier la prorogation d'un délai;

Considérant toutefois que, compte tenu des circonstances de l'espèce, la Cour estime devoir accorder un délai supplémentaire au Nigéria pour le dépôt de son contre-mémoire,

*Reporte* au 31 mai 1999 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire du Nigéria;

*Réserve* la suite de la procédure.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le trois mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République du Cameroun et au Gouvernement de la République fédérale du Nigéria.

Le président,

(*Signé*) Stephen M. SCHWEBEL.

Le greffier,

(*Signé*) Eduardo VALENCIA-OSPINA.

---



Whereas a request for interpretation submitted pursuant to Article 60 of the Statute of the Court and to Article 98 of its Rules constitutes a new case; whereas such a request cannot in itself suffice to justify the extension of a time-limit;

Whereas, however, given the circumstances of the case, the Court considers that it should grant Nigeria an extension of the time-limit for the filing of its Counter-Memorial,

*Extends* to 31 May 1999 the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of Nigeria; and

*Reserves* the subsequent procedure for further decision.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this third day of March, one thousand nine hundred and ninety-nine, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Republic of Cameroon and the Government of the Federal Republic of Nigeria, respectively.

*(Signed)* Stephen M. SCHWEBEL,  
President.

*(Signed)* Eduardo VALENCIA-OSPINA,  
Registrar.

---